

Une école en faveur des « premiers de cordée »

L'école n'échappe pas à l'optique macronienne du Président-manager. Il gère, en effet, la France comme une entreprise. C'est un manager qui s'entoure d'hommes maniant avec brio le sabir entrepreneurial qui prévaut dans les cercles dirigeants.

Tous adoptant des postures volontaires, supposées pragmatiques et ne relevant que de décisions d'ordre technique. Ils adhèrent aux valeurs de l'individu libre – qui ne serait pas lesté par les déterminismes sociaux - de la concurrence, de l'évaluation, de la hiérarchie mais toujours au nom de l'efficacité....L'éloge de la réussite individuelle est leur credo.

Ils croient à la compétition de tous contre tous, à la créativité intrinsèque du secteur privé, à la pataude inefficacité des structures collectives et des corps intermédiaires. Le Président est un libéral, et dans sa philosophie, l'inégalité n'est pas un problème mais un atout. Elle est, pour lui, le moteur du progrès.

Si l'on applique cette analyse de Laurent Joffrin à l'école, à la formation professionnelle et à l'accès à l'Université, cela donne les projets de réforme lancés actuellement par le gouvernement.

Le droit d'accès à l'Université pour tout bachelier ou bachelière est jeté aux orties. La mise en place de « Parcoursup » permettra aux meilleurs élèves, les futurs « premiers de cordée » d'accéder aux études de leur choix. Tant pis si ces parcours parfaits, sans fausses notes, se recoupent très souvent avec l'origine sociale des élèves concernés.

Ce ne sont pas les plus méritants, mais les plus connivents avec l'école, issus des classes sociales les plus favorisées, qui cumuleront les avis favorables et les réponses positives dès le mois de mai. Pour les autres, futurs « premiers de corvées », ce sera le parcours du combattant...

Quant à l'école, elle est sommée d'être plus efficace : faire mieux avec moins de moyens, les guides de bonnes pratiques fleurissent et sont légitimés par les neurosciences....

Pour complaire à son manager, en bon gestionnaire appliqué, le ministre de l'Éducation Nationale met en œuvre ses orientations libérales, qu'il partage au demeurant : stagnation de l'emploi à cette rentrée et préparation d'une réforme du lycée qui, si elle aboutie, devrait permettre de ponctionner les lycées à hauteur de 25 000 postes sur le quinquennat.

Ce serait la contribution de l'Éducation nationale à la suppression de 50 000 fonctionnaires d'État.

C'est une rupture avec le quinquennat précédent et la France renoue avec les politiques de droite menées précédemment : baisse du nombre d'enseignants, de personnels de l'éducation nationale, malgré une dynamique démographique indéniable comme dans notre académie et dégradation de la formation initiale par une réduction des volumes horaires.

La Rentrée 2018 : c'est notamment



Déclaration liminaire FSU – CTA 24 janvier 2018

- 6 emplois administratifs en moins,
- 17 emplois retirés aux collèges alpins, 20 aux Lycées professionnels,
- statu quo sur les postes d'AED,
- et redéploiement des postes d'Assistants sociaux afin qu'elles interviennent désormais aussi dans le premier degré.

Le gouvernement se désintéresse de la tranche d'âge 11-18 ans, et des problématiques particulières à celle-ci, sauf quand il s'agit d'orienter les élèves vers l'apprentissage, qui pourrait être confié aux seules branches professionnelles.

C'est une conception libérale de l'école et de la formation professionnelle : l'objectif n'est pas d'apporter aux jeunes les outils de leur émancipation sociale, économique, culturelle et politique mais de les rendre employables, formés à la main de l'entreprise. En l'occurrence, ici, des « premiers de corvées », issus majoritairement des classes sociales les plus défavorisées.

Même pour le 1^{er} degré, priorité affichée du gouvernement, le compte n'y est pas : la dotation de l'académie correspond seulement à la moitié des besoins pour les dédoublements Rep+ et Rep. Impossible dans ces conditions de répondre à bon nombre d'autres missions de l'école, qui s'adressent à la globalité des élèves, sans les dégrader.

Le choix de la précarisation du premier degré est fait puisqu'on préfère recourir à des personnels contractuels, au lieu de puiser dans les listes complémentaires comme cela s'est fait à Bordeaux, par exemple.

Les collectivités territoriales ont d'ailleurs bien compris ce tournant libéral et l'accompagne très volontiers. Le Partenariat Public Privé envisagé par la ville de Marseille pour ses écoles en est la preuve.

M. le Recteur, mesdames et messieurs les membres du CTA, cette conception de l'Ecole n'est pas la nôtre.

C'est l'école du tri social, déguisée derrière le « faux nez » de la justice rendue aux plus méritants. En réalité, ceux qui sauront affronter les règles de la concurrence sur un marché scolaire plus fermé, compétences qu'ils n'auront pas acquises à l'Ecole...creusant un peu plus les inégalités scolaires.

Pour notre part, nous croyons à l'éducabilité de chaque enfant, de chaque jeune, qui nous est confié. Et, préparer les lycéens à l'université ce n'est pas les orienter en fonction de leurs supposées capacités ou appétences, c'est d'abord leur transmettre les savoirs et les méthodes qui leur permettront de tirer profit des enseignements dans le supérieur.

Nous pensons que l'élévation globale de la qualification de toute la population est un enjeu fondamental pour la société et l'économie de ce pays. C'est une richesse et non un coût. Un investissement d'avenir.

C'est pour cela que, notre organisation, **la FSU, fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en échec cette politique destructrice.**



Déclaration liminaire FSU – CTA 24 janvier 2018

Elle appelle, d'ores et déjà, à **se mobiliser le 1^{er} février** sur la question de l'accès à l'enseignement supérieur et la réforme du lycée et prépare une **semaine d'action** : le **second degré sera en grève** à l'appel du Snes, du Snuep et du Snetap, le 6 février, journée suivie par une **journée d'action dans l'ensemble de l'Education Nationale, le 7 février**, et un **colloque national organisé par le Snuep-FSU le 8 février**, pour **défendre l'enseignement professionnel** et les lycées professionnels, pour nous le meilleur outil pour l'accès de toutes et tous à une qualification de qualité, la plus élevée possible. Le Snep-FSU déploie également un plan d'action sur les problématiques spécifiques à l'Education Physique et Sportive.